



13

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 0068 05 AOUT 2026 AONO/ MINTP/CIPM-TCRI/2026
DU 0068 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX EN
PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE DESENCLAVEMENT DU
BASSIN AGRICOLE DE L'OUEST
SECTION: ROUTE CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM (10.820 km), DEPARTEMENT
DES BAMBOUTOS, DANS LA REGION DE L'OUEST.

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

A- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution des travaux de désenclavement du bassin agricole de l'Ouest Section : route CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM (10.820 km), département des Bamboutos, dans la région de l'ouest, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence financé par le Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, exercices 2026 et suivants.

B- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert sont constitués en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Tronçon	Linéaire Estimé (km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
unique	Ouest	CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM	10.820	1 400 000 000	12	Construction neuve
TOTAL			10.820	1 400 000 000	12	

C- Consistance des travaux

Les travaux à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres comprennent les opérations suivantes :

- Les installations du chantier qui comprennent l'amenée, le repli du matériel et la réalisation des études d'exécution ;
- Les dégagements des emprises qui comprennent, le nettoyage et débroussaillage, le décapage de la terre végétale, démolition d'ouvrages massifs, dépose des buses métalliques ;
- Les terrassements généraux qui comprennent le déblai en terrain ordinaire mis en dépôt, les déblais en terrain ordinaire mis en remblai, les déblais rocheux, purges, les remblais provenant d'emprunt, réglage de la plateforme, couche de forme ;
- Les Travaux de chaussée et trottoir qui comprennent la fourniture et mise en œuvre de grave latéritique, la fourniture et mise en œuvre de la grave concassée 0/31.5, couche d'imprégnation, revêtement en enduit monocouche, le revêtement en enduit bicouche ;
- L'assainissement latéral qui comprennent la fourniture et pose de bordures (de type T2, de type CS2, de type P2), caniveaux ouverts (de section 0,50x (0,30<h<0,60), fossés triangulaires

H

en béton armé de 70 x 60 cm), dallettes de couvertures sur caniveaux et fossés (de largeur 0,60 m=12cm, de largeur 0,90 m=15cm) ;

- Les ouvrages d'assainissement qui comprennent les dalots en béton armé (dalot en BA de section 2,50 x 2,00, dalot en BA de section 2 x 3,00 x 3,00, dalot en BA de section 2 x 4,00 x 3,00), ouvrages de tête pour dalots en béton armé (ouvrage de tête pour dalot 2,50 x 2,00, ouvrage de tête pour dalot 2 x 3,00 x 3,00, ouvrage de tête pour dalot 2 x 4,00 x 3,00), fourniture et pose de buses en béton (buse en béton de diamètre 80, buse en béton de diamètre 100, ouvrage de tête pour buse en béton armé, ouvrage de tête pour buse de diamètre 0,80, ouvrage de tête pour buse de diamètre 1,00) ;
- Les ouvrages d'art qui comprennent les gardes corps ;
- Les aménagements spécifiques qui comprennent la descente d'eau sur talus, perré maçonné, mur de soutènement, enrochements, petits ouvrages divers en béton (béton de propreté, béton à 350 kg, coffrage pour parements, armatures), tranchées drainantes 50 cm x 50 cm, tapis drainants, géotextile, barbacanes ;
- La signalisation et équipements de sécurité qui comprennent la fourniture panneau rectangulaire, fourniture panneau triangulaire, fourniture panneau rond, ralentisseur de vitesse de type dos-d'âne ;
- Le déplacement des réseaux et tombes qui le déplacement des réseaux et tombes ;
- Les mesures d'accompagnement : mise en œuvre et suivi du plan de gestion environnemental et social, action de visibilité du projet.

Aussi, les travaux manuels sont les travaux ne pouvant s'exécuter que suivant la méthode HIMO. Ces travaux concernent principalement le débroussaillage des abords de la chaussée et certaines tâches de la chaussée pouvant s'exécuter manuellement par les structures communautaires locales, en particulier les GIC (Groupement d'Intérêts communautaires locales, en particulier les GIC (Groupement d'Intérêts Communs) ou les CDV (Comités de Développement Villageois).

NB : Les informations sur les travaux à exécuter sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires, le détail quantitatif et estimatif et le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

D- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'Un Milliard quatre Cent Millions (1 400 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

E- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution du marché prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de douze (12) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

F- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droits camerounais installés sur le territoire Camerounais, catégories A, B et C.

G- Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026 et suivants.

H- Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

I- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution-de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à 3 500 000 (Trois millions cinq cent mille) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, accompagnée d'un récépissé CDEC. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics accompagnée d'un récépissé CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

J- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, derrière la Mairie de Yaoundé 1^{er} sis au quartier Etoudi au nouveau centre administratif, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

K- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au bâtiment A de l'immeuble abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, derrière la Mairie de Yaoundé 1^{er} sis au quartier Etoudi au nouveau centre administratif, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de quatre cent mille (400 000) de Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

L- Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 01 SEPT 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra parvenir sous plis fermés ainsi que l'original de la Caution de soumission, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au bâtiment A de l'immeuble abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, derrière la Mairie de Yaoundé 1^{er} sis au quartier Etoudi au nouveau centre administratif, au plus tard le 01 SEPT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention:

"Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 000 /AONO/ MINTP/CIPM-TCRI /2026 du 05 AOÛT 2026
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE DESENCLAVEMENT DU
BASSIN AGRICOLE DE L'OUEST
SECTION: ROUTE CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM (10.820 KM), DEPARTEMENT
DES BAMBOUTOS, DANS LA REGION DE L'OUEST
FINANCEMENT: BIP DU MINTP, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

M- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- a) Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

N- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **01 SEPT 2020** à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, sise au 3^{ème} étage du bâtiment C de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics à Etoudi (Yaoundé).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

O- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a) Du Dossier administratif non conforme en raison :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis accompagnée du récépissé de dépôt par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC);
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;

b) de l'Offre technique non conforme en raison :

- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois (03) dernières années ;
- de l'absence des références justifiant que le soumissionnaire a exécuté au cours des dix (10) dernières années (2016-2025), au moins deux marchés des travaux de construction ou de réhabilitation de route bitumée (revêtement en enduit superficiel ou en béton bitumineux) d'un montant T.T.C. supérieur ou égal à quatre cent millions (400 000 000) de FCFA chacun ;
- de l'absence de possession en propre du matériel minimum à savoir, 1 Buldozer, une (01) Niveleuse, un (01) Compacteur à bille, une (01) Pelle chargeuse, une (01) Répandeuse à liant, un (1) Gravillonneur
- de l'absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ayant au moins dix (10) ans d'expérience générale en BTP et ayant occupé au moins le poste de Conducteur des Travaux d'au moins deux (02) projets similaires ;
- de l'absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins cinq cent millions (500 000 000) FCFA
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence d'une pré convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main d'œuvre locale, ou à défaut de la convention au stade de la soumission, une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage des travaux est acceptée ;
- de l'absence du rapport illustré de la visite des lieux et de l'Attestation de visite des lieux ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.
- Non satisfaction d'au moins à deux (02) critères sur les trois (03) critères dont obligatoirement le critère matériel.

c) De l'Offre financière non conforme en raison :

- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;

d) fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

e) du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en ligne ;

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins à deux (02) critères sur les trois (03) critères dont obligatoirement le critère matériel.

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des 3 critères essentiels décomposés en sous

critères ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur..... 14 sous critères ;
- b) Le matériel roulant, de laboratoire et de topographie à mobiliser sur 20 sous critères ;
- c) Les références sur 02 sous critères ;

P- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante incluant le cas échéant les remises proposées.

Q- Nombre maximum de lots :

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un lot unique.

R- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *quatre-vingt-dix (90) jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

S- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage Bâtiment A de l'immeuble abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, derrière la Mairie de Yaoundé 1^{er} sis au quartier Etoudi au nouveau centre administratif, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

T- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

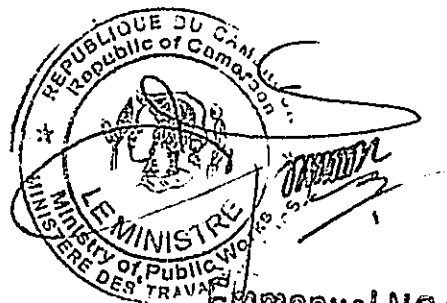
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 05 AOUT 2026

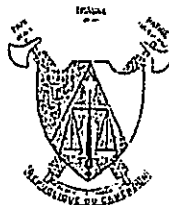
Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- MINMAP
- ARIMP
- MINTP;
- Président CIPM -TCRI concerné
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU D.



16

OPEN NATIONAL

068

05 AOUT 2026

INVITATION TO TENDER No. 068/AONO/ MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF _____ IN
EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO OPEN UP THE WEST AGRICULTURAL
BASIN

Road section: CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM ROAD (10.820 km), BAMBOUTOS
DIVISION, WEST REGION.

1. Objective of the Invitation to Tender

As part of the execution of works to open up the west agricultural basin, road section: CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM (10.820 km), Bamboutos Division, West Region, The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Invitation to Tender in emergency procedure, financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, financial Year 2026 et seq.

2. Allotment

The works under this Open National Invitation to Tender shall be in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road section	Length (km)	Estimated Budget, incl. taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
Single	West	CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM	10.820	1,400,000;000	12	New construction
TOTAL			10.820	1,400,000;000	12	

3. Scope of works

Works to be carried out under this Invitation to Tender include the following tasks:

- site installation, including delivery and removal of site equipment, conduct of execution studies;
- rights-of-way clearance including, cleaning and clearing of undergrowth, scouring of topsoil, demolition of structures, removal of steel pipe culverts ;
- general earthworks, comprising ordinary excavation and disposal of material, ordinary excavation and backfill of material, rock excavation, purges, borrowed backfill, platform levelling, and improved formation;
- carriageway and sidewalk works, comprising the supply and laying of lateritic gravel, the supply and laying of 0/31 5 crushed graded aggregate, prime coat, single surface dressing, and a double surface dressing;
- lateral drainage works, including the supply and installation of kerbs (types T2, CS2, and P2), open gutters (cross-section 0.50 x [0.30 < h < 0.60]), reinforced concrete triangular ditches measuring 70 x 60 cm), and cover slabs for gutters and ditches (width 0.60 m, thickness 12 cm; width 0.90 m, thickness 15 cm);
- drainage structures including reinforced bow culverts (2.50 x 2,00 reinforced box culvert section, 2 x 3,00 x 3,00 reinforced box culvert section, 2 x 4,00 x 3,00 reinforced box culvert section), reinforced concrete box culvert headwalls (2.50 x 2,00 box culvert headwall, 2 x 3,00 x 3,00, box culvert headwall, 2 x 4,00 x 3,00 box culvert headwall) supply and installation of concrete pipe culverts (80 diameter concrete pipe culverts, 100 concrete pipe culverts reinforced concrete pipe culvert headwall, 0.80 diameter concrete pipe culvert headwall, 1.00 diameter concrete pipe culvert headwall);

- engineering structures comprising guardrails;
- specific installations, including water downpipe, masonry facings, retaining walls, rip-rap, various small concrete structures (blinding concrete, 350 kg/m³ concrete, formwork for facing, reinforcement), 50 cm x 50 cm drainage trenches, drainage mats, geotextiles, and weep holes;
- signage and safety equipment, including the supply and installation of rectangular, triangular, and round signs, and speed bumps;
- relocation of utility networks and graves;
- Support measures: implementation and monitoring of the environmental and social management plan, project visibility activities.

Furthermore, manual works are those that can only be carried out using Labour-Intensive Method (HIMO). These works primarily involve clearing vegetation along the roadside and performing specific road-related tasks that can be carried out manually by local community-based organisations, specifically CIG (Common Initiative Groups) or VDCs (Village Development Committees).

Note: Information regarding the tasks to be performed is detailed in the Unit Price Schedule, Bill of Quantities and cost estimate, and the Special Technical Clauses.

4. Estimated Cost

The estimated cost is one billion four hundred million (1,400,000,000) CFA francs including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The overall execution time frame set by the Project Owner for the execution of works is twelve (12) calendar months. This time frame runs from the date of notification of the Service Order to start works.

6. Eligibility

Participation in this Invitation to Tender shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or consortiums governed by Cameroonian law, category A, B and C.

7. Financing

Works under this Invitation to Tender shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2026 et seq.

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: "Online". In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9. Bid Bond

Tenderers must enclose in their administrative documents a stamped bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of Tender Documents, whose amount is 3 500,000, (three million five hundred thousand) CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the initial tender validity, together with the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during bids opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted free of charge at the Project Owner's services during working hours, precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the building hosting the central services of the Ministry of Public Works, found behind Yaounde I Council at Etoudi, new administrative neighbourhood, upon publication of this invitation to tender. It can also be or accessed on line via the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm)

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be obtained during working hours in the Project Owner's services precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, found behind Yaounde I Council at Etoudi, new administrative neighbourhood, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred thousand (400,000) CFA francs.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS via the addresses indicated above. However, online or offline tendering shall be subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Bids shall be submitted on COLEPS platform latest on **01 SEPT 2026** at 11 a.m. Besides, a copy of the bid saved in a USB drive and the original bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, at the Ministry of Public Works, Department of Contract, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the building hosting the central services of the Ministry of Public Works, found behind Yaounde I Council at Etoudi, new administrative neighbourhood, upon publication of this invitation to tender, latest on **01 SEPT 2026** à 11h00. It shall bear the following:

**"Open National Invitation to Tender No. AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 of 05 AOUT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO OPEN UP THE WEST
AGRICULTURAL BASIN**

**SECTION: CARREFOUR BAGAM-MARCHE DE BAMENYAM ROAD (10.820), BAMBOUTOS DIVISION,
WEST REGION.**

(Backup copy and bid bond)"

File Size and Format

The maximum size of documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Acceptable formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Bid Admissibility

The administrative, technical and financial documents must be placed and submitted in separate sealed envelopes.

The Project Owner shall reject bids for the following reasons:

- envelopes not complying with the bidding method;

Any bid not complying with the requirements of Tender and Tender Documents shall be rejected. Especially the absence of CDEC receipt and a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during bids opening session shall be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in a single stage on **01 SEPT 2026** at 12 noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 3rd floor of Block C of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at Etoudi (Yaounde).

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months preceding the tender submission deadline or having been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours extension given by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These particularly include:

- a) A non-compliant administrative file due to:
 - absence or non-compliance of the bid bond during bids opening, with the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC);
 - failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file except for the bid bond;
- b) A non-compliant technical bid due to:
 - absence of formal declaration to prove the tenderer did not abandon works over the last (3) three years;
 - absence of references showing that the bidder has executed, within the last ten (10) years (2016–2025), at least one construction or rehabilitation of a paved road contract (surface dressing or bituminous concrete surfacing) with a value (inclusive of all taxes) of at least four hundred million (400,000,000) CFA francs;
 - failure to show proof of ownership of a minimum equipment, namely, one (1) bulldozer, one (1) grader, one (1) vibrating ball compactor, one (1) loader, one (1) binder distributor, and one (1) chip spreader
 - absence of a Works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): A civil engineer, GCE A/L+3 at least and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with at least ten (10) years of general experience in Building and Public Works, having worked as a foreman for at least two (2) similar projects;
 - absence of a financing capacity (available credit line) of at least five hundred million (500,000,000) issued by a first class banking institution approved by the Minister of Finance;
 - absence of a stamped and signed integrity charter;
 - absence of a dated and signed undertaking to comply with social and environmental clauses;
 - absence of a preliminary partnership agreement signed with the council where works are to be carried out, for the recruitment of local labour, or, in the absence of such an agreement at the time of bid submission, a formal declaration committing the bidder to sign said agreement prior to the commencement of works
 - absence of the illustrated site visit report and site visit certificate;
 - failure to meet two (2) essential criteria.
- c) non-compliant financial bid due to:
 - absence of a document in the financial offer (bid, UPS, BOQ, etc.);
 - absence of a quantified unit price in the financial offer;
- d) false declaration, fraud, or forged documents;
- e) non-compliance with tender file format;

15.2. Essential criteria

To be qualified, bidders shall fulfil the following two (2) criteria.

The technical offers shall be evaluated on 3 criteria as per the following essential criteria:

a) proposed supervisory staff on 18 Sub criteria;

b) rolling stock, laboratory equipment, and topographic equipment to be mobilised on 14 sub-criteria;

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria and, including any proposed discounts where necessary.

17. Maximum Number of Lots to Award

The Invitation to Tender is in a single lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information

Further technical information may be obtained during working hours in the services of the Project Owner at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the building hosting the central services of the Ministry of Public Works, found behind Yaounde I Council at Etoudi, new administrative neighbourhood, upon publication of this invitation to tender or on line on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

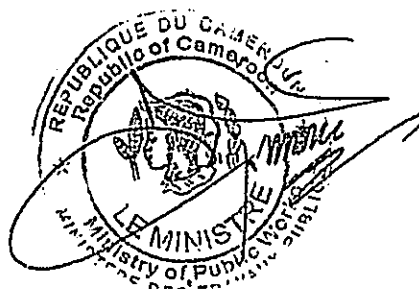
20. Fight against corruption and malpractice

For any report or denunciation of practices, acts attempted corruption, or bad practices, please call CONAC via 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) through: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP
- PCRA
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI concerned
- Noticeboard/Chrono.

The Minister of Public Works



Emmanuel NGANOU D.

05 AUG 2026
Yaounde,